

Interprétation des lois

4^e ÉDITION

2009

Pierre-André Côté

PROFESSEUR ÉMÉRITE
FACULTÉ DE DROIT
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

avec la collaboration de

Stéphane Beaulac

PROFESSEUR AGRÉGÉ
FACULTÉ DE DROIT
UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL

Mathieu Devinat

PROFESSEUR AGRÉGÉ
FACULTÉ DE DROIT
UNIVERSITÉ DE SHERBROOKE



LES ÉDITIONS THÉMIS

Law
3163779

CHAPITRE 2

LA MÉTHODE SYSTÉMATIQUE ET LOGIQUE OU LES ARGUMENTS DE COHÉRENCE

1150. Comme la méthode grammaticale est fondée sur la présomption de l'aptitude du législateur à transmettre correctement sa pensée par le truchement de la formule légale, la méthode systématique et logique s'appuie sur l'idée que l'auteur de la loi est un être rationnel : la loi, qui manifeste la pensée du législateur rationnel, est donc réputée refléter une pensée cohérente et logique et l'interprète doit préférer le sens d'une disposition qui confirme le postulat de la rationalité du législateur plutôt que celui qui crée des incohérences, des illogismes ou des antinomies dans le droit¹.

1151. Généralement fondée sur la présomption de la rationalité du législateur, la méthode systématique et logique peut également trouver sa justification indépendamment de toute référence à la volonté du législateur historique. Effectivement, la cohérence constitue bien souvent une valeur ajoutée à la loi par l'interprétation elle-même. La personne qui construit le sens des règles juridiques fondées sur la loi doit favoriser un sens qui tend à promouvoir ou à rétablir la cohérence du système juridique. La cohérence est une valeur fondamentale des systèmes juridiques, dont elle contribue à assurer l'autorité, l'accessibilité et l'équité. À titre d'exemple, lorsqu'on interprète une disposition, il convient d'avoir à l'esprit les règles énoncées dans des textes connexes édictés subséquentement, même si, par hypothèse, ces textes n'étaient pas connus du législateur à l'époque de la rédaction².

1152. On peut supposer que la rationalité du législateur se manifestera d'abord à l'intérieur même d'un texte législatif donné : la loi s'inter-

¹ François OST, « L'interprétation logique et systématique et le postulat de la rationalité du législateur », dans Michel van de KERCHOVE (dir.), *L'interprétation en droit – Approche pluridisciplinaire*, Bruxelles, Facultés universitaires St-Louis, 1978, p. 97. L'auteur soutient (p. 100) que « ce qui, fondamentalement, polarise l'interprétation de la loi par le juge, c'est le souci de maintenir, ou de restaurer, l'harmonie, la cohérence, la complétude, bref la rationalité du système juridique dans son ensemble ».

² Voir *infra*, p. 396.

prête comme un tout, chacun de ses éléments devant être considéré comme s'intégrant logiquement dans le système d'ensemble que la loi forme. On supposera aussi que la cohérence règne entre les règles énoncées dans divers textes législatifs, particulièrement s'ils traitent de matières connexes. À cette cohérence horizontale s'ajoute également une cohérence verticale : chaque texte est censé ne pas contrarier les normes qui lui sont hiérarchiquement supérieures : par exemple, le règlement est réputé conforme à la loi et celle-ci à la Constitution.

SECTION 1 : LA COHÉRENCE DE LA LOI

1153. Œuvre d'un législateur rationnel et logique, la loi est censée former un système : chaque élément contribue au sens de l'ensemble et l'ensemble, au sens de chacun des éléments³ : « chaque disposition légale doit être envisagée, relativement aux autres, comme la fraction d'un ensemble complet » (François GénY).

1154. Après avoir considéré diverses applications que la jurisprudence fait du principe général de la cohérence de la loi, on abordera l'étude de certaines questions particulières liées au postulat de la rationalité du législateur.

Sous-section 1 : Le principe général de la cohérence de la loi et ses applications

1155. Le principe de la cohérence et du caractère systématique de la loi a été consacré en jurisprudence depuis très longtemps. Dans l'affaire *Lincoln College*⁴, Coke s'exprime ainsi :

1156. « [TRADUCTION] C'est l'office du bon exégète d'interpréter ensemble tous les éléments d'une loi, et non un élément pris isolément ; en effet, nul ne peut comprendre correctement une partie avant d'avoir lu et relu le tout. »⁵

³ *Dubois c. La Reine*, [1985] 2 R.C.S. 350, 365 (J. Lamer) ; *Bell ExpressVu Limited Partnership c. Rex*, [2002] 2 R.C.S. 559, au par. 27 ; *ATCO Gas & Pipelines Ltd. c. Alberta (Energy & Utilities Board)*, [2006] 1 R.C.S. 140, au par. 49. Voir également, en matière constitutionnelle : *Health Services and Support – Facilities Subsector Bargaining Assn. c. Colombie-Britannique*, [2007] 2 R.C.S. 391, au par. 80.

⁴ *Lincoln College*, (1595) 3 Co. Rep. 58b, 59b, 76 E.R. 764.

⁵ *Id.*, 767. « *Nemo enim aliquam partem recte intelligere potest antequam totum iterum atque iterum perlegerit.* » On trouve la même idée exprimée par le Vicomte Simonds dans *Attorney General c. Prince Ernest Augustus of Hanover*, [1957] A.C. 436, 463.

1157. Dans *Grey c. Pearson*⁶, lord Wensleydale formula ce qui allait être connu sous le nom de « règle d'or » de l'interprétation (*Golden Rule*). Cette règle reconnaît que la nécessité d'harmoniser les diverses parties d'une loi peut justifier qu'on s'écarte du sens courant des mots :

« J'ai toujours été profondément impressionné par la sagesse de la règle, qui est, je crois, actuellement adoptée par tout le monde, du moins par les tribunaux judiciaires de Westminster Hall, et selon laquelle, en interprétant les testaments, et de fait les lois et tous les documents, il faut adhérer au sens grammatical et ordinaire des mots, à moins que cela n'entraîne quelque absurdité, contradiction ou incompatibilité eu égard au reste du texte : dans ce dernier cas, on peut modifier le sens grammatical et ordinaire des mots de façon à éviter cette absurdité ou incompatibilité, mais uniquement dans cette mesure. »⁷

1158. Dans *City of Victoria c. Bishop of Vancouver Island*, Lord Atkinson a également reconnu l'importance du contexte dans l'établissement du sens des mots. Il a écrit :

« Il faut interpréter les termes d'une loi selon leur sens grammatical ordinaire, à moins que quelque chose dans le contexte, dans l'objet de la loi ou dans les circonstances auxquelles ils se rapportent indique qu'ils sont employés dans un sens spécial différent de leur sens grammatical ordinaire. »⁸

1159. Dans *R. c. Assessors of the Town of Sunny Brae*, le juge Kellock, citant un extrait de l'arrêt qui précède, a formulé le principe ainsi :

« [TRADUCTION] On doit interpréter une loi de manière à éviter, autant que faire se peut, "l'incohérence ou la contradiction entre ses éléments ou ses parties". »⁹

1160. Dans *R. c. Nabis* enfin, le juge Beetz rappela que : « [L]'interprète des lois doit tendre à leur intégration en un système cohérent plutôt qu'à leur morcellement et à leur discontinuité. »¹⁰

⁶ *Grey c. Pearson*, (1857) 6 H.L.C. 61, 106, 10 E.R. 1216, 1234.

⁷ *Id.*, 106. Traduction tirée de *R. c. Sommerville*, [1974] R.C.S. 387, 395 et 396.

⁸ *City of Victoria c. Bishop of Vancouver Island*, [1921] 2 A.C. 384, 387. Traduction tirée de *R. c. Sommerville*, [1974] R.C.S. 387, 395.

⁹ *R. c. Assessors of the Town of Sunny Brae*, [1952] 2 R.C.S. 76, 97.

¹⁰ *R. c. Nabis*, [1975] 2 R.C.S. 485. Voir aussi les extraits cités par le juge Pratte dans *R. c. Compagnie immobilière B.C.N.*, [1979] 1 R.C.S. 865, 872 ainsi que : *Compo Co. c. Blue Crest Music Inc.*, [1980] 1 R.C.S. 357, 360 (J. Estey) ; *Yellow Cab Ltd. c. Board of*

1161. La *Loi d'interprétation* du Québec a codifié le principe de la façon suivante :

« 41.1. Les dispositions d'une loi s'interprètent les unes par les autres en donnant à chacune le sens qui découle de l'ensemble et qui lui donne effet. »¹¹

1162. La préoccupation de cohérence dans l'interprétation se manifeste aussi bien en common law qu'en droit civil, mais elle prend, dans le cadre de l'interprétation d'un code, une importance toute particulière. D'une part, l'idée même de code, dans la tradition civiliste, connote les idées de système et de cohérence¹². D'autre part, le haut niveau d'abstraction généralement choisi pour l'expression du droit tend à accentuer la nécessité, pour l'interprétation de chaque disposition du Code civil, d'avoir à l'esprit les autres dispositions, l'économie générale et les principes généraux du droit. On ne s'étonnera donc pas de constater la fréquence et l'importance des arguments de cohérence dans l'interprétation du Code civil¹³.

1163. Que chaque élément de la loi doive être considéré à la lumière de l'ensemble, cela signifie qu'il faut se référer aux autres dispositions de la loi et éviter les interprétations qui les priveraient d'effet ou les rendraient

Industrial Relations, [1980] 2 R.C.S. 761, 768 (j. Ritchie); *MacKeigan c. Hickman*, [1989] 2 R.C.S. 796, 825 (j. McLachlin); *Fouillard c. Ellice (Rural Municipality)*, (2007) 284 D.L.R. (4th) 193, [2007] 12 W.W.R. 250, au par. 44 (Man.C.A.).

¹¹ *Loi d'interprétation*, L.R.Q., c. I-16.

¹² Jean-Louis BERGEL, « Spécificité des codes et autonomie de leur interprétation », dans Pierre-André CÔTÉ (dir.), *Le nouveau Code civil – Interprétation et application*, Les journées Maximilien-Caron 1992, Montréal, Éditions Thémis, 1993, p. 3, à la p. 15. Voir aussi : *Dell Computer Corp. c. Union des consommateurs*, [2007] 2 R.C.S. 801, aux par. 3 et 13-15 (j. Deschamps); *Fédération des producteurs acéricoles du Québec c. Regroupement pour la commercialisation des produits de l'érable inc.*, [2006] 2 R.C.S. 591, au par. 29 (j. Deschamps).

¹³ Interprétation d'une disposition en tenant compte des autres dispositions du Code : *C.(G.) c. V-F.(T.)*, [1987] 2 R.C.S. 244, 272; *Tremblay c. Daigle*, [1989] 2 R.C.S. 530, 556-559; *Canadian Indemnity Company c. Canadian Johns-Manville Company*, [1990] 2 R.C.S. 549, 594; *Caisse populaire Desjardins de Val-Brillant c. Blouin*, [2003] 1 R.C.S. 666, aux par. 2 et suiv.; interprétation d'une disposition à la lumière de l'économie générale du Code (*Caisse populaire des Deux-Rives c. Société mutuelle d'assurance contre l'incendie de la Vallée du Richelieu*, [1990] 2 R.C.S. 995, 1004) ou de l'économie de certaines de ses dispositions (*Chablis Textiles Inc. (Syndic de) c. London Life Insurance Co.*, [1996] 1 R.C.S. 160, 175); interprétation respectueuse des principes du droit civil : *Béliveau St-Jacques c. Fédération des employées et employés de services publics Inc.*, [1996] 2 R.C.S. 345, 409; *Québec (Curateur public) c. Syndicat national des employés de l'Hôpital St-Ferdinand*, [1996] 3 R.C.S. 211, 243.

1431. La thèse de la primauté du sens littéral est incarnée dans la fameuse *Literal Rule* (ou *Plain Meaning Rule*) dont il a déjà été question⁴⁰. Rappelons qu'en vertu de certaines des formulations de la *Literal Rule*, l'objet d'une disposition ne peut influencer sur le sens ou l'application d'un texte qui serait « clair en lui-même ». Ainsi, dans *R. c. Sommerville*, le juge Pigeon écrit :

« Je n'ai pu trouver aucun précédent à l'appui de la proposition selon laquelle on peut déroger au sens clair d'un texte législatif s'il paraît aller à l'encontre de son programme ou de son but. »⁴¹

1432. Dans la perspective de la *Literal Rule*, le texte effectivement édicté a plus de poids que l'objet visé :

« [TRADUCTION] Il s'agit non pas de l'intention supposée du législateur, mais de ce qu'il a dit. »⁴²

1433. Pourtant, malgré ces affirmations catégoriques, on trouvera dans la jurisprudence des passages tout aussi clairs prônant la primauté du but poursuivi par l'auteur du texte⁴³.

1434. Ainsi, on a affirmé à de nombreuses reprises que les objectifs poursuivis par le législateur constituent un élément qui devait être pris en considération dans tous les cas, et non seulement lorsque le texte n'est pas « clair en lui-même »⁴⁴. Dans l'arrêt *Williams c. Box*, le juge Idington a déclaré :

« [TRADUCTION] Pour interpréter correctement le sens d'une loi ou autre écrit, il faut comprendre ce qui occupait la pensée de ceux qui l'ont rédigé, et l'objet que le texte était destiné à accomplir. »⁴⁵

britannique en termes d'opposition entre « plain meaning rule » et « informed interpretation ».

⁴⁰ *Supra*, p. 326.

⁴¹ *R. c. Sommerville*, [1974] R.C.S. 387, 395.

⁴² *Brophy c. A.G. of Manitoba*, [1895] A.C. 202, 216 (Lord Herschell).

⁴³ On a même déjà prétendu que la *Literal Rule* était morte et enterrée ; voir : *Chieu c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2002] 1 R.C.S. 84, par. 34 : « Le sens ordinaire et grammatical du texte [...] n'est toutefois pas déterminant, car notre Cour rejette depuis longtemps la méthode littérale d'interprétation des lois. » (J. Iacobucci).

⁴⁴ À ce sujet, voir *supra*, p. 333 et suiv.

⁴⁵ *Williams c. Box*, (1910) 44 R.C.S. 1, 10.

1435. Dans *Hirsch c. Protestant Board of School Commissioners of Montreal*⁴⁶, le juge Anglin a cité, en l'approuvant, le passage suivant du jugement de Lord Blackburn dans *Bradlaugh c. Clarke*:

« [TRADUCTION] Les tribunaux doivent interpréter toutes les lois de manière à donner son effet à l'intention exprimée par les termes employés. Cette intention, on ne la découvre pas en considérant ces termes dans l'abstrait, mais en recherchant l'intention exprimée par les termes employés en tenant compte de la matière traitée et de l'objet en vue duquel la Loi paraît avoir été édictée. »⁴⁷

1436. Dans *A.G. for Canada c. Hallet & Carey Ltd.*, Lord Radcliffe écrit:

« [TRADUCTION] De l'avis de leurs Seigneuries, il n'y a pas de meilleure façon d'aborder l'interprétation de cette loi que de chercher à déterminer son objet général et de donner à ses termes leur sens naturel en tenant compte de cet objet. Les tribunaux ont eu recours à de nombreuses règles dites d'interprétation pour interpréter les lois, mais la règle première demeure la suivante: toute loi doit s'interpréter selon son intention manifeste ou expresse. »⁴⁸

1437. Enfin, dans *Toronto Transit Commission c. City of Toronto*, le juge Spence déclare que:

« [D]ans chaque affaire, le sens de la disposition législative doit être déterminé par l'étude non seulement des termes mêmes d'un paragraphe mais de l'ensemble de la loi et de son objet. »⁴⁹

1438. Selon les tenants de cette thèse, l'objet d'une loi, le but qu'elle cherche à accomplir, serait toujours un élément à considérer⁵⁰. En outre, on trouvera de nombreux jugements où il est affirmé que, dans la découverte de l'intention du législateur, l'objet poursuivi a au moins autant d'importance que le texte. Ainsi, dans *City of Ottawa c. Canadian Atlantic Railway Co.*, le juge Taschereau s'exprime ainsi:

⁴⁶ *Hirsh c. Protestant Board of School Commissioners of Montreal*, [1926] R.C.S. 246, 266, modifié par [1928] A.C. 200.

⁴⁷ *Bradlaugh c. Clarke*, (1883) 8 A.C. 354, 372.

⁴⁸ *A.G. for Canada c. Hallet & Carey Ltd.*, [1952] A.C. 427, 449.

⁴⁹ *Toronto Transit Commission c. City of Toronto*, [1971] R.C.S. 746, 752.

⁵⁰ On verra aussi, dans le même sens, les propos du juge Beetz dans *McLeod Savings & Credit Union Ltd. c. Perrett*, [1981] 1 R.C.S. 78, 90: « les tribunaux doivent rejeter toute interprétation mécanique de la Loi qui va ainsi à l'encontre de son but et de son économie ».

« Il nous faut donner aux termes de cette charte une interprétation raisonnable compte tenu de la matière et de l'objet public que le législateur visait [...]. On ne doit pas interpréter une loi de manière à faire échec à l'intention claire du législateur [...]. »⁵¹

1439. Quelques années plus tard, le juge Anglin écrit, dans l'arrêt *Board of Trustees of Regina Public School District c. Board of Trustees of Gratton Separate School District*:

« Seul le "caractère absolument contraignant des termes employés" peut justifier une interprétation qui va à l'encontre de ce qui est clairement l'objet principal d'une loi. [...] Il serait contraire à une saine interprétation de laisser l'emploi d'un terme plus ou moins juste faire échec à l'intention du législateur, car on ne doit pas supposer qu'il a prévu toutes les conséquences pouvant résulter de l'emploi d'un terme donné. »⁵²

1440. Certains iront même jusqu'à écrire que le rôle du juge est d'abord de se conformer à ce qui paraît être l'objet de la loi: sa fonction serait de donner aux termes le sens qui convient à l'objet, et non le sens qui découle de leur seule lecture *in abstracto*. Dans cette perspective, le but poursuivi paraît primer le texte et peut justifier le juge de « corriger » celui-ci pour mieux réaliser l'objet⁵³.

1441. Par exemple, dans l'arrêt *Watson c. Maze*⁵⁴, une loi prévoyant le paiement des travaux faits en vue de l'élargissement d'une rue a été jugée applicable à des travaux d'ouverture de rue. En rendant jugement en Cour supérieure, le juge Archibald invoqua l'objet de la loi en ces termes:

« [TRADUCTION] Donc, lorsqu'il apparaît clairement à la lecture de la loi qu'elle est destinée à s'appliquer à certains faits, le tribunal modifiera le sens ordinaire des termes de manière à permettre à cette intention de s'accomplir. »⁵⁵

⁵¹ *City of Ottawa c. Canadian Atlantic Railway Co.*, (1903) 33 R.C.S. 376, 381.

⁵² *Board of Trustees of Regina Public School District c. Board of Trustees of Gratton Separate School District*, (1915) 50 R.C.S. 589, 624. Cet extrait a été cité dans *Dubois c. La Reine*, [1985] 2 R.C.S. 350, 363 (J. Lamer).

⁵³ On verra dans ce sens, notamment: *Bannon c. McNeely*, (1998) 159 D.L.R. (4th) 223 (Ont.C.A.); *Gignac c. Neufeld*, (1999) 173 D.L.R. (4th) 701, par. 27 (Ont.C.A.).

⁵⁴ *Watson c. Maze*, (1899) 15 C.S. 268, confirmé en révision par (1900) 17 C.S. 579 (443a), (1917) 52 C.S. 456.

⁵⁵ *Id.*, (1899) 272.

1442. Il ajouta plus loin, pour répondre à l'objection fondée sur le devoir du juge de respecter le sens des termes lorsque ceux-ci sont clairs :

« [TRADUCTION] Le tribunal ne fait pas de philologie : sa fonction n'est pas de trouver le sens des mots, mais de découvrir le sens des lois. »⁵⁶

1443. Dans l'arrêt *Bouchard c. Geôlier de la prison commune du district des Trois-Rivières*, le juge Drouin, citant des autorités aussi bien françaises qu'anglaises, donna primauté à l'objet sur le texte. Voici comment l'arrêtiste a résumé la pensée du juge sur ce point :

« Lorsqu'il y a conflit évident entre l'esprit et la lettre de la loi, les tribunaux doivent, par une interprétation logique, s'appliquer à donner effet à l'intention du législateur, en la faisant prévaloir sur des textes incompatibles avec l'objet de la loi. »⁵⁷

1444. Dans l'arrêt *Morris c. Structural Steel Co.*, le juge MacDonald, résumant Maxwell, a écrit :

« [TRADUCTION] Lorsque la formulation d'une loi, d'après son sens ordinaire et son interprétation grammaticale, conduit à une contradiction manifeste avec l'objet apparent de la disposition [...] on peut lui donner une interprétation qui modifie la signification des termes [...] lorsque l'objet principal et l'intention d'une loi sont clairs, il ne faut pas les réduire à néant à cause de la maladresse du rédacteur ou de son ignorance du droit, sous réserve des cas de nécessité et du caractère absolument contraignant des termes employés. »⁵⁸

1445. Allant plus loin, le juge O'Halloran, de la Cour d'appel de la Colombie-Britannique, a écrit :

« [TRADUCTION] Les termes d'une loi doivent recevoir une interprétation qui favorise la réalisation de son objet, ce qui autorise même à leur donner, si nécessaire, un sens qu'ils n'ont pas ordinairement ou même un sens opposé, si l'objet de la loi l'exige. »⁵⁹

⁵⁶ *Id.*, (1899) 273.

⁵⁷ *Bouchard c. Geôlier de la prison commune du district des Trois-Rivières*, (1917) 52 C.S. 456.

⁵⁸ *Morris c. Structural Steel Co.*, (1917) 35 D.L.R. 739, 741 et 742 (B.C.C.A.).

⁵⁹ *R. c. McLeod*, (1950) 97 C.C.C. 366, 373 (B.C.C.A.).

1446. Il convient enfin de citer à nouveau⁶⁰ l'extrait du jugement du juge Johnson de la Cour d'appel de l'Alberta dans l'arrêt *R. c. Sommerville*, extrait entériné en Cour suprême⁶¹ par la majorité :

« La règle fondamentale d'interprétation des lois dit-on, c'est "que chaque loi doit s'interpréter selon l'intention manifeste ou expresse qui s'y trouve" (*Canadian Wheat Board c. Manitoba Pool Elevators*, 6 W.W.R. n.s., 36). Généralement, le libellé d'un article peut faire voir l'intention mais lorsque ce libellé semble entrer en conflit avec le programme et le but de la loi, il faut tenir compte de l'ensemble de la loi pour voir si l'on ne voulait pas plutôt que l'article ait un sens plus restreint que ne le laisserait ressortir l'examen de ce seul article. »⁶²

1447. On se sera rendu compte, en lisant les extraits qui précèdent, que le principe de la primauté du but poursuivi est affirmé avec autant de conviction et parfois même d'excès que celui de la primauté du texte l'est par les partisans de la *Literal Rule*. En fait, on a ici affaire à deux courants de pensée difficiles à réconcilier et qui ont tour à tour dominé dans l'histoire de l'interprétation des lois.

1448. Aux XVI^e et XVII^e siècles, l'interprétation téléologique, sous le nom d'« interprétation équitable », a tenu le haut du pavé : la formulation de la *Mischief Rule* donnée dans l'arrêt *Heydon* de 1584 reconnaît au juge un large pouvoir d'adaptation de la loi aux circonstances de chaque cas d'espèce et ne paraît accorder au texte de la loi aucun effet modérateur. Au XVIII^e siècle, diverses doctrines d'interprétation restrictive des lois ont amené une rédaction extrêmement prolixe de celles-ci. Ce phénomène, lié aux doctrines de la souveraineté absolue du Parlement et de la séparation des pouvoirs législatif et judiciaire, va favoriser dès la fin du siècle l'éclosion de la doctrine de l'interprétation littérale, doctrine qui va clairement dominer l'interprétation des lois au XIX^e siècle. Au XX^e siècle, on assiste à un retour à l'interprétation téléologique ; l'interprétation grammaticale subit un certain déclin.

1449. Aujourd'hui, le pendule paraît toujours à mi-course entre une interprétation uniquement consciente du texte de la loi et une interprétation attachée exclusivement à l'accomplissement de l'objet. Comme l'écrivait le professeur Elmer Driedger :

⁶⁰ Voir *supra*, p. 347.

⁶¹ *R. c. Sommerville*, [1974] R.C.S. 387.

⁶² *R. c. Sommerville*, (1971) 18 D.L.R. (3d) 343, 345 et 346 (Alta. C.A.).

« [TRADUCTION] Aujourd'hui, il n'y a qu'un principe ou qu'une approche : les termes de la loi doivent être lus dans leur contexte global, selon leur sens grammatical et ordinaire en harmonie avec l'économie générale de la loi, avec son objet et avec l'intention du législateur. »⁶³

1450. D'ailleurs, une recension des arrêts de la Cour suprême du Canada ayant eu recours au « principe moderne » de Driedger met en évidence le fait qu'on l'utilise tant dans les cas d'interprétation axée sur la lettre de la loi que dans ceux mettant l'accent sur l'objectif législatif⁶⁴.

1451. Cette solution mitoyenne semble justifiée : une interprétation qui n'insiste que sur le texte doit être rejetée, ne serait-ce que pour le motif que les mots n'ont pas de sens en eux-mêmes. Ce sens découle en partie du contexte de leur utilisation, et l'objet de la loi fait partie intégrante de ce contexte⁶⁵. Ajoutons que si l'interprétation strictement littérale présume beaucoup des possibilités du langage humain, elle surestime aussi la clairvoyance et l'habileté des rédacteurs de textes législatifs. La séparation des pouvoirs ne devrait pas exclure nécessairement la collaboration des pouvoirs. Le rédacteur, qui ne peut prévoir toutes les circonstances où son texte devra s'appliquer, doit pouvoir attendre des tribunaux autre chose que des critiques : il doit pouvoir compter sur leur collaboration dans l'accomplissement du but de la loi. Pour reprendre les paroles de Lord Denning⁶⁶, le juge, en raison de la nature particulière de sa fonction, ne peut pas changer le tissu dans lequel la loi est taillée, mais il devrait pouvoir en repasser les faux plis. C'est donc avec raison qu'Alain-François Bisson soutient que toute interprétation est, que l'on en soit conscient ou non, fondamentalement orientée vers les objectifs de la loi⁶⁷.

1452. D'un autre côté, on devrait également rejeter une interprétation exclusivement centrée sur les objectifs poursuivis par l'auteur du texte. La Constitution exige que la volonté du Parlement soit exprimée selon certaines formes et le justiciable est en droit d'exiger des tribunaux qu'ils accordent une grande importance au texte, qui est censé être le véhicule privilégié de la pensée du législateur. Il ne faut pas oublier que c'est d'abord

⁶³ Elmer A. DRIEDGER, *Construction of Statutes*, 2^e éd., Toronto, Butterworths, 1983, p. 67.

⁶⁴ S. BEAULAC et P.-A. CÔTÉ, « Driedger's "Modern Principle" at the Supreme Court of Canada : Interpretation, Justification, Legitimization », (2006) 40 R.J.T. 131.

⁶⁵ Voir : *Whirlpool Corp. c. Camco Inc.*, [2000] 2 R.C.S. 1067, par. 49.

⁶⁶ *Seaford Court Estates Ltd. c. Asher*, [1949] 2 K.B. 481, 499.

⁶⁷ Alain-François BISSON, « L'interprétation adéquate des lois », dans Ernest CAPARROS (dir.), *Mélanges Louis-Philippe Pigeon*, Montréal, Wilson et Lafleur, 1989, p. 87.

et, en cas de doute sur le sens de la législation, devient un facteur important. »¹⁵⁶

1990. La pratique administrative ne peut évidemment contredire un texte clair¹⁵⁷.

Sous-section 4: L'interprétation doctrinale

1991. Traditionnellement, l'opinion de la doctrine a joué un rôle réduit dans l'interprétation du droit statutaire. En cela, les techniques d'interprétation de common law se distinguaient nettement des techniques civilistes, qui, on le sait, font largement appel à la doctrine¹⁵⁸.

1992. La facture même des textes statutaires n'invite pas, comme celle du Code civil par exemple, au commentaire doctrinal. L'importance accordée à la doctrine en droit civil reflète également le rôle particulier joué par l'université dans l'élaboration de ce système de droit et dans sa transmission, rôle qui a justifié un auteur d'écrire qu'« en droit civil, la doctrine est en quelque sorte une compagne naturelle du système »¹⁵⁹. L'insistance

¹⁵⁶ *Harel c. Sous-ministre du Revenu de la province de Québec*, [1978] 1 R.C.S. 851, 860; *Canada Post Corp. c. Key Mail Canada Inc.*, (2005) 77 O.R. (3d) 294, 259 D.L.R. (4th) 309, au par. 39 (Ont.C.A.); *Canada (Commissaire à l'information) c. Canada (Ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration)*, [2003] 1 C.F. 219, 1 C.P.R. (4th) 30, 1 Admin. L.R. (4th) 270, 228 F.T.R. 319 (C.A.F.). Sur le recours aux bulletins d'interprétation, aux notes techniques et autres textes de même nature en matière fiscale, on verra aussi: *Cie pétrolière Impériale ltée c. Canada*, [2006] 2 R.C.S. 447, au par. 59 (j. Lebel) et au par. 88 (j. Binnie, dissident); *Bryden c. Commission de l'Emploi et de l'Immigration*, [1982] 1 R.C.S. 443, 450; *Nowegijick c. La Reine*, [1983] 1 R.C.S. 29, 37; *Mattabi Mines Ltd. c. Ontario (Ministre du Revenu)*, [1988] 2 R.C.S. 175, 189; *Canada c. Antosko*, [1994] 2 R.C.S. 312, 330; *Silicon Graphics Ltd. c. Canada*, [2003] 1 C.F. 447, (2002) 56 D.T.C. 7112, [2002] 3 C.T.C. 527, (2002) 27 B.L.R. (3d) 181, au par. 50 (C.A.F.); *Vaillancourt c. Sous-ministre M.R.N.*, [1991] 3 C.F. 663, 674 (C.A.).

¹⁵⁷ *Payne c. Canada (Commission de la Fonction publique)*, [1988] 2 C.F. 384, 388 (j. Reed); *Vaillancourt c. Sous-ministre M.R.N.*, [1991] 3 C.F. 663, 679 (j. Décary) (C.A.).

¹⁵⁸ Sur le rôle de la doctrine dans l'interprétation en droit civil, on verra notamment: J.E.C. BRIERLEY et R.A. MACDONALD, *Quebec Civil Law – An Introduction to Quebec Private Law*, Toronto, Emond Montgomery, 1993, p. 125-128; Serge GAUDET, « La doctrine et le Code civil du Québec », dans P.-A. CÔTÉ (dir.), *Le nouveau Code civil – Interprétation et application*, Les journées Maximilien-Caron 1992, Montréal, Éditions Thémis, 1993, p. 223; Sylvio NORMAND, « Une analyse quantitative de la doctrine en droit civil québécois », (1982) 23 C. de D. 1009.

¹⁵⁹ A.-F. BISSON, « Caractéristiques et méthodes du droit civil », dans Louise BÉLANGER-HARDY et Alice GRENON (dir.), *Éléments de common law et aperçu comparatif du droit civil québécois*, Toronto, Carswell, 1997, p. 153, à la page 162.

traditionnelle, en common law, sur l'approche littérale de la recherche du sens a sans doute eu tendance à reléguer au second plan l'opinion des auteurs. Ajoutons à cela la pratique suivie par la Chambre des Lords de ne pas citer les œuvres d'auteurs vivants¹⁶⁰, pratique maintenant abandonnée¹⁶¹.

1993. De nos jours cependant, les tribunaux réservent, en droit statutaire, une plus large place dans leurs jugements à l'opinion doctrinale. De plus, en plus nombreuses sont les décisions de la Cour suprême où cette opinion a été prise en considération pour l'interprétation d'une loi¹⁶². Le juge Laskin a déjà préconisé que les juges accordent autant d'importance aux opinions doctrinales qu'à celles exposées dans les décisions judiciaires n'ayant pas valeur de précédent contraignant¹⁶³.

1994. En droit civil, non seulement la Cour suprême fait-elle largement état des divers points de vue exprimés par les auteurs sur les questions dont elle est saisie, mais il lui arrive d'invoquer la doctrine avant même la jurisprudence, ce qui témoigne nettement du poids que l'on y attache¹⁶⁴. Pour l'interprétation du *Code civil du Québec* et de la *Loi sur l'application de la réforme du Code civil*¹⁶⁵, les *Commentaires du ministre de la Justice*, « élaborés tant avant qu'après l'adoption du *Code civil du Québec*, n'ont [...] aucune valeur officielle, celle-ci ne dépassant pas celle de la doctrine »¹⁶⁶. Ces commentaires, s'ils peuvent être utiles « pour cerner l'intention du

¹⁶⁰ David VANEK, « Citing Textbooks as Authority in England », (1971) 19 *Chitt. L.J.* 302.

¹⁶¹ Lord REID, « The Judge as Law Maker », (1972) 12 *J.S.P.T.L.* n.s. 22.

¹⁶² Par exemple: *Commissioner of Patents c. Winthrop Chemical Co.*, [1948] R.C.S. 46, 50; *Hudson c. Benallack*, [1976] 2 R.C.S. 168, 174 et 175; *Pacific Coast Coin Exchange of Canada Ltd. c. Commission des valeurs mobilières de l'Ontario*, [1978] 2 R.C.S. 112, 127; *Ministre du Revenu national c. Shofar Investment Corporation*, [1980] 1 R.C.S. 350, 355. En matière d'interprétation de la *Charte canadienne des droits et libertés*, on peut sans doute affirmer que la doctrine constitue l'un des principaux recours du juge.

¹⁶³ Bora LASKIN, « The Institutional Character of the Judge », (1972) 7 *Isr. L. Rev.* 329, 344 et 345.

¹⁶⁴ *Houle c. Banque canadienne nationale*, [1990] 3 R.C.S. 122, 159 et suiv.; *Roberge c. Bolduc*, [1991] 1 R.C.S. 374, 405 et suiv.; *Lapointe c. Hôpital Le Gardeur*, [1992] 1 R.C.S. 351, 361 et suiv.

¹⁶⁵ *Loi sur l'application de la réforme du Code civil*, L.Q. 1992, c. 57.

¹⁶⁶ *Épiciers Unis Métro-Richelieu Inc., division « Éconogros » c. Collin*, [2004] 3 R.C.S. 257, par. 38. Dans cette affaire, la Cour suprême a d'ailleurs rejeté un argument fondé sur un extrait des *Commentaires du ministre de la Justice* parce qu'ils « comportent [...] une erreur » (par. 43). Voir: Daniel JUTRAS, « Le ministre et le Code – Essai sur les Commentaires », dans *Mélanges Paul-André Crépeau*, Cowansville, Éditions Yvon Blais, 1997, 451.